

**Séminaire ARFE/LACE
en partenariat avec
la Haute Autriche et
la région européenne Bayerischer Wald/Böhmerwald**

**les 17 et 18 septembre 1998,
à l'hôtel Almesberg, Aigen, Haute Autriche**

**Critères transfrontaliers communs
pour les programmes et les projets**

Jens Gabbe

4ème Discours

Les programmes opérationnels englobent les stratégies générales à moyen terme en ce qui concerne le renforcement des sites commerciaux régionaux et transfrontaliers et de la puissance économique ainsi que de l'intégration transfrontalière. Ces objectifs généraux et le reste du contenu des programmes doivent rester mesurables (et quantitativement et qualitativement) parce qu'ils sont soumis à une estimation, une analyse et une évaluation. Ceci veut dire que le renforcement des sites commerciaux régionaux et transfrontaliers et de la puissance économique doit également être mesurable ainsi que le développement de l'intégration transfrontalière.

En outre, les points suivants sont énoncés dans le programme parce qu'ils devraient être soumis à une estimation :

- dans le contexte des objectifs régionaux et des objectifs beaucoup plus larges (c'est-à-dire européens ou nationaux);
- la coopération intérieure et extérieure (collaboration des participants sociaux, locaux, régionaux et nationaux et du partenariat extérieur avec les autorités nationales et européennes);
- la coopération avec les régions frontalières voisines dans des projets qui touchent non seulement la région transfrontalière précise mais toute la frontière de plusieurs programmes INTERREG IIIA;
- l'état de mise en œuvre des stratégies transfrontalières existant déjà dans les domaines comme l'infrastructure, l'environnement, le tourisme, le traitement des déchets et ordures;
- la promotion de la capacité endogène, par exemple dans les principaux points suivants : la coopération entre petites et moyennes entreprises, l'intégration socioculturelle, le tourisme;
- le développement d'un marché du travail, par exemple la formation professionnelle transfrontalière, la mobilité au-delà des frontières et le développement de l'emploi;
- la gestion en commun (incorporation de Euregio, gestion communes des fonds, comités d'orientation et comités d'harmonisation);
- les principes de financement commun, par exemple la gestion des fonds en commun, le partage des fonds nationaux et des fonds de l'UE des deux côtés de la frontière.

En outre, il s'avère qu'il vaut mieux incorporer dès le début les choses qui devraient être

évaluées et mesurées ultérieurement et de régler les choses qui pourraient être contestées.

Quels sont les critères communs à définir dans un programme préliminaire? Ce sont :

- les critères de programme importants;
- les critères importants pour les domaines d'activité;
- les critères de projet.

A. Critères de programme importants

- introduction de règlements de programmes de l'UE, tirés des règlements structuraux;
- observation des contextes des principaux principes et objectifs;
 - la politique régionale;
 - superviser les problèmes de développement sur les frontières intérieures européennes
 - facilités au-delà des frontières intérieures;
(achèvement du marché intérieur, cofinancement par les pays membres à l'UE);
 - amélioration des conditions de vie de la population;
 - renforcement des structures économiques et du marché du travail;
 - développement régional;
 - observation des principaux objectifs;
 - observation des objectifs régionaux;
- mise en œuvre des stratégies et des objectifs transfrontaliers, régionaux et européens dans les domaines suivants :
 - le développement régional;
 - l'environnement;
 - le transport;
 - le tourisme;
 - le marché du travail;
- participation de tous les partenaires dans le développement de programmes;
- coopération avec les régions frontalières voisines au sein de la structure de la présentation de programme;
- clarification du financement et du cofinancement;
- accord sur les questions de la responsabilité d'une organisation transfrontalière envers les autorités nationales des deux côtés de la frontière;
- gestion de programme et la gestion des fonds (politique et technique).

B. Importants critères pour les domaines d'activité

Point principal : la structure régionale

Objectifs :

- renforcement des sites commerciaux et des liens interrégionaux;
- amélioration du développement régional et régional transfrontalier;
- élimination des blocages dans l'infrastructure et les réseaux de transport.

Point principal : l'économie, la technologie et l'innovation

Objectifs :

- renforcement de la structure économique;
- renforcement des innovations et des innovations pratiques;
- amélioration de la coopération transfrontalière dans l'économie, la technologie et le tourisme;
- élimination des lacunes dans l'infrastructure et le marketing touristiques.

Point principal : l'environnement, la nature et la campagne

Objectifs:

- préservation et amélioration de l'environnement, de la nature et de la campagne;
- amélioration des réseaux transfrontaliers et la coordination entre les organisations et les autorités;
- promotion d'une agriculture orientée vers l'avenir;
- mise en œuvre d'un programme de l'environnement et du recyclage des déchets pour Euregio.

Point principal : qualifications et marché du travail

Objectifs :

- ouverture d'un marché du travail transfrontalier;
- amélioration de la mobilité des employés et des étudiants;
- meilleure coopération et un meilleur développement des qualifications professionnelles et des programmes de formation transfrontaliers;
- développement de coopérations transfrontalières;
- résolution de problèmes frontaliers quotidiens;
- réduction du taux de chômage, particulièrement du chômage à long terme.

Point principal : l'intégration socioculturelle

Objectifs:

- amélioration des communications transfrontalières et de la coopération entre citoyens, associations et installations publiques et privées;
- amélioration de la capacité régionale d'organisation;
- préservation du patrimoine touristique, historique et culturel particulier de la région.

Point principal : Assistance technique

Objectifs :

- soutien du programme à travers des études;
- mise en œuvre du programme à travers la gestion qualitative;

C. Critères de projet

- ces projets sont-ils basés sur des stratégies de secteur régional communes (tourisme, élimination des déchets, environnement, infrastructure);
- ces critères communs précis de secteur pour des projets éclaircissent-ils la valeur du projet (par ex. pour les emplois, l'infrastructure, le tourisme, les PME, l'économie, l'économie privée);
- quelle est l'évaluation minimale et maximale d'un projet, par exemple, le minimum ne doit pas être en dessous de 50 000 ou de 100 000 EURO et le maximum ne doit pas être obligé d'utiliser les fonds d'un secteur entier (par ex. une route utiliserait tant de fonds qu'il ne resterait rien pour les autres projets du programme);
- quel est le caractère transfrontalier d'un projet;
- schéma de développement possible d'un projet, sa viabilité par rapport à l'économie, aux emplois, etc.;
- sur quelle base se reposer pour prendre en considération la fiabilité d'une demande régionale de projet;
- le projet est-il important pour la frontière ou bien est-il en fait un projet transfrontalier?
- comment un projet transfrontalier est-il défini? (par ex. coopération entre les partenaires des deux côtés de la frontière en ce qui concerne le contenu, l'organisation, le personnel et/ou les fonds).

Document de Base sur les Critères et Indicateurs dans les Programmes Opérationnels

Les fonds de l'UE et les fonds promotionnels nationaux doivent être mis en œuvre très soigneusement. Sur la base d'une analyse de divers programmes INTERREG, particulièrement de programmes plus développés ayant des structures intégrées, les niveaux suivants peuvent être fixés comme critères indicateurs qui sont mesurables par rapport aux quantités et à la qualité :

- niveau du programme ;
- principaux points et domaines d'activités ;
- niveau de projet.

Niveau du programme

Les programmes suivants, qui éclaircissent les objectifs des programmes opérationnels à ce niveau, peuvent être développés, par exemple :

- dans le contexte des plus larges objectifs régionaux;
- le partenariat intérieur (inclusion de l'économie et des partenaires sociaux des autorités régionales et locales) et les partenaires extérieurs (provinces, fonctionnaires haut placés, préfets, états, gouvernements nationaux, UE, etc.);
- coopération avec d'autres régions frontalières dans des projets communs;
- coopération dans des programmes communs réalistes avec d'autres programmes INTERREG au niveau transnational et interrégional;
- mise en œuvre de stratégies et de programmes transfrontaliers existant déjà (par ex. dans les domaines de l'infrastructure, de l'élimination des déchets, de l'environnement, du tourisme, de la logistique, etc.);
- promotion de la capacité endogène, par exemple
 - ! amélioration de la structure de production régionale (par ex. la coopération transfrontalière entre PME); les qualifications

- transfrontalières des professionnels; l'amélioration transfrontalière du secteur du tourisme);
- ! l'amélioration des facteurs régionaux en ce qui concerne les sites commerciaux (par ex. les liens dans l'infrastructure des transports, le renforcement transfrontalier des facteurs dans le domaine des sites commerciaux et de l'environnement; la sélection et le développement transfrontalier de nouveaux centres commerciaux);
 - ! l'amélioration de la capacité régionale d'organisation (par ex. les liens transfrontaliers et régionaux, une meilleure coopération entre les autorités et les prestataires de services privés, l'assistance au niveau des problèmes frontaliers quotidiens, le renforcement de l'organisation frontalière en tant que plaque tournante;
- des structures de gestion communes et des règlements au niveau de la compétence;
 - des principes de financement "ex ante" au niveau du programme en ce qui concerne le quota de l'UE (par ex. 50 ou 75% venant du niveau national et 30% des deux côtés de la frontière ou 15% dans les Régions Objectif 1) et le quota régional (20% ou 15% dans les Régions Objectif 1);
 - allocation de fonds par programme opérationnel;
 - l'accord INTERREG entre les partenaires pour régler les compétences et les responsabilités (par ex. la structure transfrontalière, le comité d'orientation, le comité d'harmonisation) et en fonction du bien fondé de l'assistance;
 - responsabilité intérieure et extérieure;
 - ces règlements de critères doivent, avec les indicateurs correspondants, garantir au niveau du programme : premièrement, la cohérence extérieure du programme et, deuxièmement, la cohérence intérieure et, de ce fait les questions transfrontalières seront réglées dès le début, et ainsi il n'y aura aucune contestation.

Principaux points et domaines d'activité

Divers excellents critères qualitatifs et quantitatifs et indicateurs ont été développés pour les principaux points et domaines d'activité, par exemple :

Point principal : la structure régionale

Effets quantitatifs :

- le nombre de plans dans lesquels les aspects transfrontaliers ont été pris en compte;
- le nombre de blocages éliminés;
- l'utilisation transfrontalière des moyens infrastructurels;
- les emplois au sein de la structure des projets INTERREG;
- le nombre de voyageurs sur les liaisons transfrontalières.

Point principal : l'économie, la technologie et l'innovation

Effets quantitatifs :

- les emplois au sein du cadre des projets INTERREG;
- le nombre de coopérations;
- une utilisation transfrontalière accrue des points de transfert technologique et

- des facilités de recherches;
- le nombre de lacunes éliminées dans le tourisme;
- le nombre de nuitées dans le secteur du tourisme ;

Point principal ; l'environnement, la nature et la campagne

Effets quantitatifs :

- le nombre de concepts qui améliorent l'environnement, la nature et la campagne;
- l'utilisation des moyens transfrontaliers;
- les emplois;
- l'augmentation des quotas de recyclage ou de réduction de (production) de déchets.

Point principal : les qualifications et le marché du travail

- le nombre de coopérations transfrontalières;
- les emplois au sein du cadre des projets INTERREG;
- l'utilisation des qualifications professionnelles et des programmes de formation, examens et diplômes transfrontaliers agréés;
- le nombre de participants dans la formation, les apprentis, les étudiants et les élèves;

Point principal : l'intégration socioculturelle

Effets quantitatifs :

- la participation aux sorties communes, aux programmes d'échanges, aux cours de langues, etc.;
- le nombre d'informations transférées;
- l'utilisation de possibilités de coopération transfrontalières;
- le nombre de mesures pour la préservation et l'entretien du patrimoine culturel, historique et touristique particulier de la région.

Point principal : l'assistance technique

Effets quantitatifs :

- le nombre de projets INTERREG;
- la participation de la région au cofinancement des projets;
- le développement des concepts, les états périodiques et l'évaluation.

Niveau de projet

Au commencement, il est important de définir ce qu'implique un projet transfrontalier (par ex. la participation de partenaires des deux côtés de la frontière en ce qui concerne l'organisation, le contenu, le personnel et les fonds).

Il existe de nombreux et divers indicateurs de projet qualitatifs et quantitatifs mesurables de manière différente. Il serait pratique de développer des indicateurs par domaine d'activité et d'en convenir avec les organisateurs de projets. La création d'emplois pourrait, par exemple, être raisonnable et mesurable à court terme dans

l'infrastructure (construction de routes) mais ces emplois pourraient être perdus dès que la route est terminée. D'autre part, les emplois créés à travers la coopération entre PME sont pour la plupart permanents. Dans le secteur du tourisme, les emplois sont pour la plupart mesurables directement en établissant si le secteur du tourisme a augmenté ou pas, ce qui, toutefois, ne peut pas être entièrement imputable à INTERREG.

Il importe de rechercher et d'extraire les résultats régulièrement et d'intégrer les états périodiques dans les programmes opérationnels. Les exemples d'indicateurs au niveau du programme sont, comme je l'ai expliqué, différenciés conformément aux points principaux :

indicateurs quantitatifs (en conséquence directe des projets) :

- ! les emplois;
- ! le nombre de visiteurs;
- ! le nombre d'installations, de compagnies qui participent et de participants;
- ! le nombre de nuitées;
- ! le nombre de kilomètres de pistes cyclables.

indicateurs qualitatifs (en conséquence directe des projets) :

- ! si les programmes et projets sont très connus;
- ! l'intensification et l'extension des contacts transfrontaliers;
- ! les effets de rayonnement sur d'autres régions européennes et installations;
- ! l'encouragement de la bonne volonté;
- ! l'internationalisation des sociétés;
- ! les échanges de personnel;
- ! l'extension des séjours sous monitorat;
- ! les campagnes publicitaires;
- ! les catalogues;
- ! le nombre de visiteurs interrégionaux;
- ! davantage de transports > davantage d'emplois;

Remarques sur la qualité des projets

Les programmes futurs d'INTERREG doivent tout particulièrement assurer la qualité des projets, leur influence sur l'économie et les sites commerciaux, la cohérence et leur importance transfrontalière.

Les secrétariats d'INTERREG examineront les projets au niveau de leur complétude avant la soumission des demandes, leur importance transfrontalière, leur développement futur possible et leur part régionale de cofinancement. Qui plus est, il faut voir si ces projets peuvent être aidés par les plans nationaux, les programmes et les règlements. Afin d'éviter des pertes de temps bureaucratiques, l'autorité responsable du projet organisateur devrait faire une déclaration générale alors que les autorités responsables dans le pays voisin auront seulement à faire une déclaration secondaire, c'est-à-dire seulement concernant les points et critères qui peuvent être examinés par elles (par ex., les frais de personnel survenant dans le pays voisin). Outre les critères intégrés dans les déclarations INTERREG, des critères particuliers de régions peuvent être développés qui doivent être pris en compte dans les projets. Pour vous donner un exemple, j'aimerais mentionner quelques définitions :

- ! un projet est un projet transfrontalier si les partenaires des deux côtés de la frontière participent en ce qui concerne le contenu, l'organisation, le personnel et les fonds.
- *En ce qui concerne le contenu, comprenez :*
la coopération allemande/néerlandaise en ce qui concerne le contenu et les objectifs du projet même s'il n'y a qu'un seul emplacement national.
 - *En ce qui concerne l'organisation, comprenez :*
un organisme organisationnel commun des deux côtés de la frontière présidé par l'un des partenaires en tant qu'organisateur légal. Ceci s'applique aussi si seulement un emplacement national existe.
 - *En ce qui concerne le personnel, comprenez :*
une mise en œuvre commune du projet à travers les organismes organisationnels des deux côtés de la frontière.
 - *En ce qui concerne les fonds, comprenez :*
les organisateurs du projet lèvent en commun leur part minimum de 20%. La participation financière du niveau régional doit également être assurée si le projet est situé de l'autre côté de la frontière. En outre et en dehors du quota allemand/néerlandais d'un maximum de 30%, les fonds mis à disposition par les ministères des affaires économiques allemand et néerlandais passeront dans le cofinancement. Ceci s'applique également aux projets qui ont un seul emplacement national.

Tous les projets intègrent donc des indicateurs de projet, que ce soit sous la forme décrite ou sous la forme d'une matrice d'évaluation responsable principalement des points suivants :

- l'effet de synergie;
- la correspondance avec les plans transfrontaliers et les programmes existant déjà dans les régions européennes;
- la valeur ajoutée du projet;
- la contribution du projet au renforcement de la situation dans le marché du travail;
- la contribution du projet à l'élimination des obstacles frontaliers;
- l'effet euro-régional du projet (par ex. l'amélioration des sites commerciaux, l'acceptation parmi la population).

Le long de la frontière allemande/néerlandaise, furent développés pour la première fois (1991/1992) les projets "people to people", projets intégrant des mesures socioculturelles et des mesures de renforcement de site en dessous du seuil de 50 000 EURO. Ces projets en particulier contribuent à l'acceptation euro-régionale, c'est-à-dire à la création d'une prise de conscience politique parmi la population. Ils créent dans la région une large base pour le programme INTERREG, entre autres en abaissant les barrières linguistiques, en surmontant les différences culturelles, et en expliquant les différences de procédures administratives etc.

Il existe des formulaires pour une procédure de demande - dans ce cas, un système électronique de demande - convenu et développé entre les partenaires INTERREG.